

Carrière & Innovation

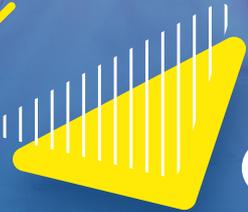
N. 01 MARS 2022

MAGAZINE TRIMESTRIEL DES HOMMES



**SUR LA VOIE DE REDRESSEMENT
ET D'INNOVATIONS**

CÉDRICK TSHIZAINGA
DIRECTEUR GÉNÉRAL de LMC



**Le temps &
L'EXCELLENCE**





LIGNES MARITIMES CONGOLAISES

**Votre transporteur à la dimension des ambitions
de la République Démocratique du Congo**





Edito

Carrière et innovation magazine masculin

Tout être humain passe par plusieurs étapes avant sa mort : la naissance, l'enfance, l'adolescence, l'âge adulte, la vieillesse et la mort. Ainsi donc, il y a un jour pour naître, un temps pour grandir, des années pour devenir adulte, un moment pour expérimenter la vieillesse, à la fin de tout, il y a un jour pour mourir. C'est dans cette ligne d'idées qu'Ecclésiaste 3, 2 nous dit : « Il y a un temps pour toute chose sous les cieux: un temps pour naître, et un temps pour mourir; un temps pour planter, et un temps pour arracher ce qui a été planté; un temps pour tuer, et un temps pour guérir; un temps pour abattre, et un temps pour bâtir ». Cette philosophie de vie comme la décrit l'auteur sacré, c'est le cours ordinaire pour le commun des mortels.

Le destin humain est établi en rapport avec ce chemin commun de la naissance jusqu'à la mort. Dans les limites du temps et de l'espace, chaque individu marque son histoire terrestre soit de façon positive soit de façon négative. Les valeurs sociétales acceptables par tous, nous permettent de

distinguer des bonnes personnes et des méchantes, des médiocres et des excellentes, des innovatrices et des paresseuses...L'histoire récente de l'Afrique nous parle des figures d'hommes nobles, forts, charismatiques, visionnaires, innovateurs, leaders, travailleurs qui ont marqué la société tant au niveau africain qu'au niveau mondial. Nous pouvons citer entre autres :

1. Nelson Mandela qui à 25 ans a rejoint les rangs du Congrès National Africain (ANC) dans le cadre de la lutte contre la ségrégation raciale. Incarcéré durant 27 ans, il a passé une période des travaux forcés à longueur de journée, exposé au soleil et à la poussière, privé de liberté, Mandela, n'a jamais renoncé à son idéal.
2. Patrice Lumumba : l'ancien Premier Ministre congolais qui a marqué l'histoire de l'Afrique de par son engagement en faveur d'une vraie indépendance du peuple congolais qu'il voulait délivrer de l'esclavagisme et de la domination de l'homme blanc. Panafricaniste, son idéologie de lutte a été basée sur la non-violence, le courage,

la détermination et la justice sociale. Tout cela, il l'a payé au prix de sa vie.

3. Cheik Anta Diop : cet historien, anthropologue, philosophe et homme politique sénégalais a mis l'accent sur l'apport de l'Afrique et en particulier de l'Afrique noire à la culture et à la civilisation mondiales. Auteur de « Nations nègres et culture » considéré comme un texte majeur dans la renaissance du monde noir, il est vu comme le restaurateur de la conscience noire dans l'histoire mondiale. Dans ses travaux, il appelle à la permanence du combat contre le racisme sous toutes ses formes.

L'Afrique en général, et en particulier la RDC d'aujourd'hui et de demain a besoin d'une génération des leaders soucieux de défendre les intérêts de la population ; des chefs qui comprennent la notion du moyen d'avancement de la personne dans la responsabilité devant le rôle à jouer ou la tâche à accomplir ; qui développent les nouvelles idées. Il s'agit de ceux qui considèrent chaque temps comme un kairós, le meilleur moment d'être excellent dans tout ce que l'on fait, au sens

de Levinas qui insiste sur la notion éthique du temps « Le meilleur dans ce que nous faisons, est d'être des professionnels, des spécialistes et non des dilettantes... ».

En dehors des dilettantes qu'on peut trouver dans notre pays, nous avons des hommes exceptionnels, des spécialistes, des professionnels, des visionnaires, des leaders positifs, des innovateurs qui progressent dans l'excellence. Les nouvelles générations ont besoin de voir l'excellence chez les adultes. Par souci de faire connaître les hommes excellents et nobles qui se sont fait remarquer par leurs lettres carrières et innovations, voici sélectionnés dans ce magazine, les hommes exceptionnels, ces leaders positifs, innovateurs, visionnaires, travailleurs qui font la fierté de la République Démocratique du Congo, chacun dans son domaine du travail. Notre Magazine les encourage à faire montre de leur excellence et noblesse dans leurs carrières dans le temps et l'espace, car à en croire Léonard de Vinci : « Ce qui fait la noblesse d'une chose, c'est son éternité ».



DU NOUVEAU EN R DCONGO



www.librairiepaulines.com

POUR VOS ACHATS EN LIGNE



LIVRAISON DOMICILE



+243 99 882 15 70
81 094 50 29



Carrière & Innovation

Magazine trimestriel édité par les Filles de
Saint Paul RD Congo
+243 99 864 31 28

Facebook : Carrière & Innovation
www.carriere&innovation.com

ÉDITRICE RESPONSABLE

Paulines édition

DIRECTRICE DE PUBLICATION

Déléguée, fsp, RDC/CI

RÉDACTRICE EN CHEF

Aimée Musenga

ÉQUIPE DE RÉDACTION

Augustine Madanda
Jeannette Badibanga
Marie Justice
Godée Mastaki
Madza Alida

SECRÉTAIRES DE RÉDACTION

Godée Mastaki
Augustine Madonda
Rita Yamba
Collaborateurs
Filles de Saint Paul
Norbert Kaindula
Symphorien Katumba
Coopérateurs Katumba
Hercules Kitoko

COMITÉ

Généviève Aliya Atiya
Linde Fwika

MARKETING ET DIFFUSION

Perpétue Kamin
Symphorien Katumba
Alain Maguru

CORRESPONDANTS

Filles de Saint Paul
Design et Mise en Page
Francine Muzingu



CÉDRICK TSHIZAINGA
DIRECTEUR GÉNÉRAL de LMC

***" Je participerai chaque jour au "
développement de mon pays "***



CÉDRICK TSHIZAINGA SUR LA VOIE DE REDRESSEMENT ET D'INNOVATIONS

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Un dynamisme managérial et innovant au service des Lignes Maritimes Congolaises Sa.

Longtemps classée comme une société de bas échelle, le géant des mers, Lignes Maritimes Congolaises SA, retrouve peu à peu sa place d'Armement National, et ce grâce à la détermination et l'engagement qui animent au quotidien l'équipe dirigeante, avec l'Hon. Cédric TSHIZAINGA KAPUMBA en tête d'affiche. Arrivée en juillet 2020, cette équipe dirigeante qui tient au total réveil de ce géant des mers, longtemps vécu comme un dormant ; avec le plan de relance triennal des Lignes Maritimes Congolaises 2021 – 2023 apportant une réorganisation générale qui va sans doute revêtir cette société du portefeuille Congolais de sa plus belle robe, afin qu'elle redevienne une fierté incontestable du pays.

Des stratégies qui payent cash

De la restructuration administrative et fonctionnelle au rajeunissement du capital humain en passant par l'ouverture des bureaux dans la partie enclavée du pays (Sud-Est), et au-delà des frontières nationales (Johannesburg en Afrique du Sud et Walvis-bay en Namibie) et très bientôt dans l'Afrique de l'Est (Mombasa au Kenya et à Dar-es-salaam en Tanzanie), au lancement des nouvelles lignes et dans les prochains jours, LMC sera sur tous les corridors qui desservent la République. Cette réussite hors normes s'explique entre autres par différentes stratégies mises en place au lendemain de la prise des fonctions de la nouvelle équipe dirigeante.

Parmi les phares nous citons : La gestion et la maîtrise de l'exploitation ; le rajeunissement et

le renforcement des capacités du personnel ; la mise à la retraite honorable des toutes personnes ayant atteint l'âge; l'augmentation du chiffre d'affaire ; la visibilité de la société ; et l'expansion de la société sur tous les corridors qui desservent la RDC.

Du rajeunissement du capital humain, avec une moyenne d'âge de 54 ans à son arrivée, Cédric TSHIZAINGA a sans baguette magique ramené à une moyenne d'âge de 30 ans et aujourd'hui, les Lignes Maritimes Congolaises font désormais rêver la jeunesse congolaise.

LMC, une des Sociétés les plus prometteuses du portefeuille Congolais

Avec des prévisions budgétaires annuelles très réalistes et conséquentes validées par le Conseil Supérieur du Portefeuille, un engagement financier qui prouve la détermination qu'a la Direction Générale de redorer le blason de ce géant des mers où l'État Congolais est l'Unique actionnaire, plusieurs actions sont menées entre autres : Assurer la Visibilité et la compétitivité du personnel ; accroître le chiffre d'affaires ; accroître la part de marché ; réfectionner les centres médicaux ; accroître la rentabilité des navires et maîtriser les rotations ; améliorer la gestion des conteneurs ; aménager et gérer les ports secs ; organiser et digitaliser le système de perception des droits maritimes, d'où la création d'un logiciel de service dénommé LMC SERVICES qui a pour but de gérer et de contrôler à partir de la Direction Générale la traçabilité des flux des importations et exportations Congolaises entre LMC et sa clientèle ; fidéliser la clientèle acquise grâce à une approche marketing de proximité ; et mener des études profondes pour le développement de LMC SA.

Le travail encore le travail

2022, plusieurs lignes seront lancées: une ligne reliera le Proche-Orient à l'Afrique, elle partira de Dubaï (Émirats Arabes Unis) afin de desservir le corridor Nord, (Mombasa et Dar-es-salaam) et le corridor central qui dessert les provinces du Sud-Est (Ituri, au Nord-Kivu, au Sud-Kivu, et le grand Katanga) et au Nord (le grand Oriental), une autre va relier l'Asie à l'Afrique, partant des ports Chinois jusqu'aux ports internationaux Est Africains.



Avec l'ouverture des nouveaux bureaux de LMC, l'objectif majeur est celui d'être présent dans tous les ports où passent les cargaisons Congolaises à l'import et à l'export, afin de se confirmer comme le transporteur multimodal et régional attiré, et 3 axes routiers seront ouverts dans le but de faciliter le connaissance direct, porte à porte, BLT.

Pour la pérennité de l'activité maritime, LMC va bientôt acquérir une flotte en propre

C'est dans un seul objectif, celui de matérialiser l'ultime promesse de la Direction Générale reprise dans le plan de relance triennal des Lignes Maritimes Congolaises à l'horizon 2023, et de réaffirmer la volonté qui anime l'équipe TSHIZAINGA, celle d'acquérir une flotte en propre pour l'Armement National, seul gage pour rendre pérenne l'exploitation et l'existence du Géant des Mers, LMC.

Le Directeur Général de LMC, l'Hon. Cédric TSHIZAINGA KAPUMBA a, en décembre 2021, visité dans la ville de Gdańsk, en Pologne quelques grands chantiers navals spécialisés dans la fabrication des navires cargo dont Remontowashipbuilding S.A, et Crist S.A.

La Direction Générale des Lignes Maritimes Congolaises, l'Armement National, est engagée à concrétiser les différents piliers du majestueux plan de relance de LMC à l'horizon 2023. Après le désenclavement de la RDC, la présence de LMC dans les importants ports africains, et le lancement prochain du transport routier, l'heure actuelle est à l'acquisition d'une flotte en propre. Ce qui est désormais une question de temps qui viendra mettre fin à plus de deux décennies d'affrètement.



Et Cédrick TSHIZAINGA apporta un souffle nouveau

Celui que toute l'entreprise appelle fièrement « Haute Tension », le Directeur Général, l'Hon. Cédrick TSHIZAINGA KAPUMBA est depuis son arrivée à la tête de cette société du portefeuille, l'artisan d'une réussite respectée.

À l'heure actuelle, l'Armement National de la RDC se porte mieux ; la stabilité sociale actuelle de son personnel et ses actions raisonnent plus fort. C'est sans doute, le terme d'un parcours exceptionnel, d'une réussite respectée, d'un homme admiré pour avoir ramené LMC en une dimension de travail de haut niveau.

Le chemin parcouru en moins de deux ans aura donc été porteur des progrès indéniables. Un chemin qui croise la vision du Chef de l'État, Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO, et matérialisé par le Gouvernement Jean-Michel SAMA LUKONDE. Quant aux réformes engagées, elles s'inscrivent dans l'optique de l'accomplissement avec efficacité et efficience de la mission principale qui lui a été assignée par l'action unique, à savoir : « Être un transporteur multimodal au service de la RDC et de la Région, laquelle fait de LMC le Bras séculier du Commerce extérieur de l'État Congolais ». Seul

Les agents et cadres des Lignes Maritimes Congolaises SA retrouvent le sourire

Dans le social, les conditions de travail se sont nettement mieux améliorées. La Direction Générale a remis les signaux au vert. Les maux qui, autrefois, rongeaient ce secteur, ont été abrogés. La stabilité sociale est devenue une réalité. D'aucuns



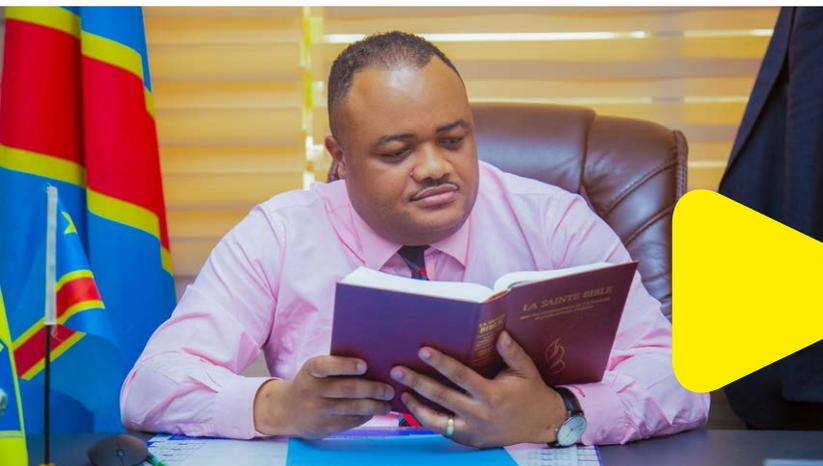
ne croyaient au départ, ainsi, l'augmentation des salaires, et la régularité de la paie des salaires sont effectives, du paiement à la caisse, à la banque, tous les agents et cadres des Lignes Maritimes Congolaises SA sont désormais fiers de retrouver le chemin des institutions bancaires afin de recevoir leurs salaires, qu'ils obtiennent régulièrement chaque 30 du mois contrairement aux années antérieures où seules les entrées définissaient la date incertaine de la paie. Dans les structures médicales de LMC, la prise en charge sanitaire des agents, de leurs familles dans les conditions meilleures est as-

surée et la sortie honorable de toute personne ayant atteint l'âge de la retraite.

À ce jour, être agent ou cadre de LMC est redevenu intéressant et un objet de fierté, grâce à la touche apportée par le Directeur Général, l'Hon. Cédrick TSHIZAINGA qui leur assure un lendemain meilleur et surtout radieux.

Plusieurs agents retraités bénéficient désormais de leurs dus longtemps attendus afin qu'ils jouissent de leurs pensions après plusieurs années de prestation.

- Cellule Presse et Communication LMC, Février 2022



**"La bible"
source de l'inspiration**

Jean-Claude MASANGU MULONGO

*Gouverneur Honoraire de la
Banque Centrale du Congo*

ELECTIONS EN 2023 OU REPORT A UNE DATE ULTERIEURE ?



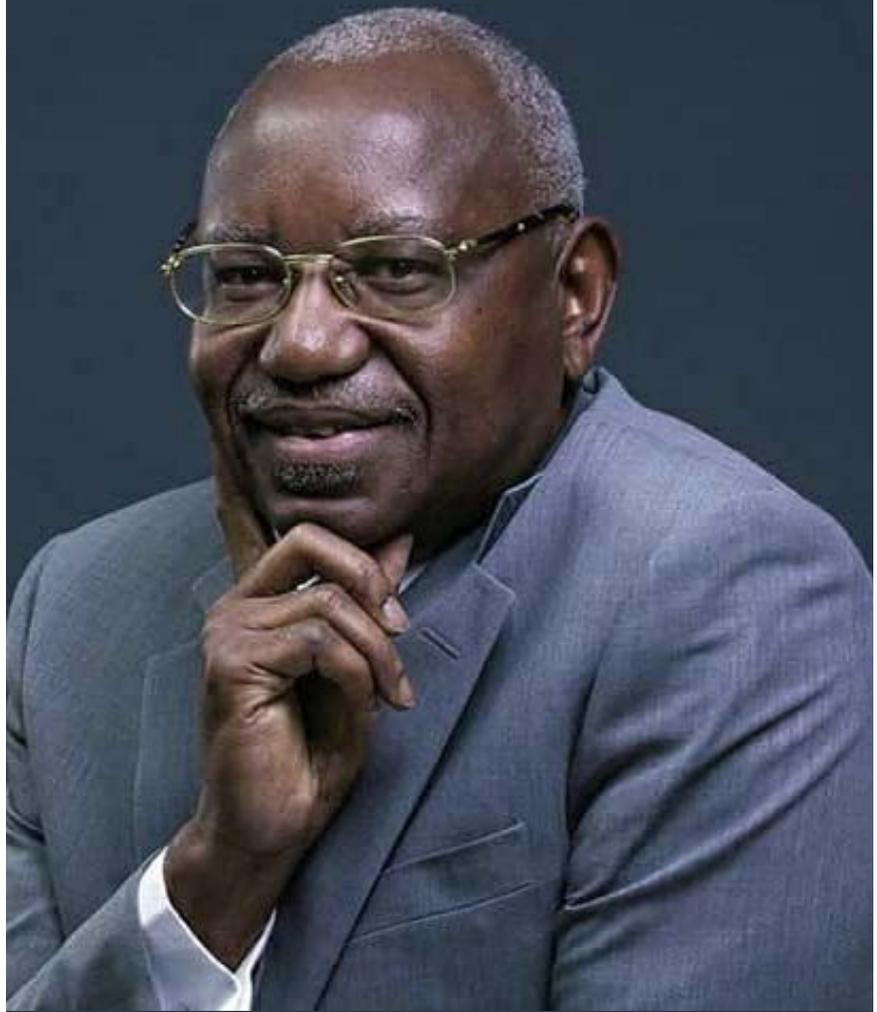
Nous venons de célébrer il y'a à peine deux mois notre entrée en l'an 2022 et nous nous rapprochons inexorablement de 2023, une année électorale cruciale en RDC. La classe politique, la société civile et également la population congolaise vont de plus en plus se focaliser sur les préparatifs de l'organisation et la tenue des élections. Où en est-on au juste et quelles sont les perspectives?

En tant qu'ancien gouverneur de la Banque Centrale du Congo ayant activement contribué au référendum constitutionnel de 2005, aux élections de 2006 & 2011 et en tant que chef de parti politique ayant participé au dialogue politique qui a eu lieu à la cité de l'Union Africaine en 2016 ainsi qu'aux scrutins de 2018, je me permet d'ouvrir cette réflexion tant il est nécessaire de tirer les leçons de notre histoire récente afin d'éviter certains écueils et préserver l'avenir démocratique de la Nation.

Quid des ambitions et obligations des parties prenantes au processus électoral ?

L'ambition affichée du Chef de l'Etat, Félix Antoine Tshisekedi, et candidat à sa propre succession, est d'organiser en 2023 toutes les élections dans les délais conformément aux dispositions constitutionnelles et légales. Il s'agit des élections présidentielles, législatives, sénatoriales, urbaines, municipales et locales ainsi que celles des congolais de l'étranger. Pour ce faire, cinq institutions, toutes chargées d'une manière ou d'une autre de récolter, traiter, analyser et publier des statistiques relatives à la population, sont à mettre à contribution. C'est ainsi qu'on parle de la mutualisation de leurs efforts dans la phase préparatoire des élections.

➤ La première et la plus concernée des institutions, c'est la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI). Pour exercer son droit de vote, tout citoyen congolais d'au moins 18 ans d'âge doit se rendre de lui-même auprès d'un bureau de la CENI



pour s'identifier et s'enrôler. Certains diront que c'est chose facile.

- La deuxième des institutions et pas des moindres se trouve être l'Office National d'Identification de la Population (ONIP). Ici, c'est plutôt les agents de l'ONIP qui sont censés aller vers la population sur toute l'étendue du territoire national pour l'identifier et la recenser. Pour ce faire, l'ONIP s'appuie sur le travail du Bureau Central du Recensement (BCR),
- troisième organe officiel en charge de la planification du recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) et qui a pour mission d'élaborer une cartographie générale en subdivisant le pays en zones de dénombrement de +/- 100 à 250 ménages. On peut conclure qu'au vu de la taille de la RDC leur tâche est gigantesque et prend du temps. Les spécialistes en la matière vont jusqu'à avancer 5 ans, voire même plus. Pour preuve, le dernier recensement qui a donné lieu à un fichier d'état civil et par la suite à l'impression de cartes de citoyens date de 1984. Celui-ci, à l'heure actuelle, est totalement obsolète.

- La quatrième institution c'est l'Institut National de la Statistique qui est chargé des statistiques sociales, économiques et démographiques. L'INS est régulière dans ses publications scientifiques mais ne joue pas un rôle majeur dans l'organisation des élections.
- Et enfin, la cinquième institution est à mon humble avis à créer. Elle sera chargée d'identifier et recenser les congolais de l'étranger. Elle aura besoin d'un budget propre et d'une logistique particulière. Sans cette institution ou tout autre mécanisme indépendant d'identification et recensement, la diaspora congolaise aura difficile à participer aux élections présidentielles.

Quid du temps idéal nécessaire aux préparatifs d'organisation des élections ?

Du point de vue purement technique et tenant compte des besoins en logistique, de la nécessité d'établir ou non une nouvelle cartographie électorale ainsi que d'un nouveau fichier électoral, le processus d'enrôlement des électeurs pour les élections présidentielles et législatives peut prendre d'après les spécialistes jusqu'à 36 mois, c'est-à-dire de janvier 2022 à décembre 2024. De prime abord cela peut paraître exagéré.

Mais, si on analyse de près la proposition de calendrier électoral de la plateforme Lamuka publiée le 03 septembre 2021, celle-ci s'étalait sur 1.026 jours soit 3 ans de préparation. Et pour respecter l'échéance constitutionnelle et légale de 2023, le processus d'organisation devait débuter dès septembre ou octobre 2021. Or les retards par rapport à ce calendrier de démarrage sont déjà bel et bien observés et même accés.

Par ailleurs, la feuille de route du processus électoral 2021-2027 publié par le Bureau de la CENI le 03 février dernier s'étale de janvier 2022 à décembre 2023 (24 mois au total) pour les élections directes du président de la république, des députés nationaux et provinciaux. L'intention de la CENI de respecter les délais constitutionnels et légaux est manifeste. Toutefois, sa feuille de route est générique et reste bien muette sur la durée, les séquences et le chevauchement des multiples opérations ainsi que sur les 8 contraintes qu'elle a elle-même identifiées, à savoir : le temps limité pour la préparation et l'organisation des opérations électorales, la volonté politique, l'adoption des lois essentielles, la mutualisation, le financement, la logistique ainsi que les conditions sécuritaires et sanitaires. Ces contraintes ne risquent-elles pas d'affecter négativement la feuille de route et pousser la CENI à ne pas respecter les délais constitutionnels et légaux ?

En ce qui concerne les élections indirectes, jusqu'ici la RDC n'a su organiser que les scrutins des sénateurs et gouverneurs de provinces. Quant aux élections des conseillers urbains, des bourgmestres, des maires et des chefs de secteur, elle n'a jamais pu les organiser alors que leurs financements sont à la portée du budget national et que le nombre de villes, communes et entités décentralisées est limité. Qu'est-ce qui a fait défaut ?

La feuille de route de la CENI du 03 février dernier prévoit 3 mois pour l'organisation des élections indirectes, soit de janvier à fin mars 2024. Que faut-il pour que TOUTES aient vraiment lieu ?

Quid des préalables à l'organisation des élections ?

Sur le plan juridique, il existe des préalables majeurs pour l'organisation d'élections crédibles, transparentes, démocratiques, inclusives et apaisées. Il s'agit ainsi de réformer la loi électorale, la loi portant identification et enrôlement des électeurs ainsi que la loi relative à l'état civil pour permettre à l'ONIP de faire pleinement son travail. S'il faut retenir 2023 pour la tenue des élections, la session parlementaire du 15 mars 2022 n'a pas le droit à l'erreur !

En effet, les sujets à débattre sont nombreux et les romains ne manqueront pas de s'empoigner avant toute adoption des projets de loi qui devront porter notamment sur : le mode de scrutin par élection, la présidentielle à un ou deux tours, la question de la congolité, la parité homme-femme, le quotient électoral, la proportionnelle, le niveau du seuil d'éligibilité, la hauteur des cautions, la recevabilité des candidatures provenant de candidats indépendants, la place des partis politiques par rapport aux regroupements politiques, l'acceptation ou le rejet de candidats et suppléants issus d'une seule et même famille biologique ainsi que les candidatures des mêmes personnes aux multiples élections, etc...

Les nombreuses difficultés rencontrées de par le passé, notamment les multiples reports pour l'élection des gouverneurs et vice gouverneurs de provinces, le temps interminable pris pour la désignation et l'entérinement du président de la CENI et de son équipe par l'Assemblée Nationale prouvent à suffisance l'importance d'une réflexion approfondie sur la problématique des préparatifs des élections. A titre de rappel, pour le scrutin de 2011 les membres du Bureau de la CENI avaient attendu sept mois avant d'être investi

par ordonnance et de faire la remise et reprise avec la Commission Electorale Indépendante (CEI).

Sur le plan purement technique et opérationnel et afin d'éviter la récurrence des nombreuses irrégularités constatées en 2018, il y a la nécessité d'opter pour une solution opérationnelle high-tech de bout en bout allant de la saisie du bulletin de vote, en passant par la génération des procès-verbaux puis par la compilation des données pour enfin aboutir à la publication des résultats et ce le même jour pour toutes les provinces et dans un laps de temps court et prédéfini. Et enfin pour parachever les corrections des dernières élections, il est tout aussi crucial de trouver un mécanisme de résolution des contentieux électoraux qui permet aux candidats de, par exemple, entrer en possession de leurs propres données.

Quid du financement des scrutins ?

J'estime le coût de TOUTES les élections à +/- USD 2 milliards, certes discutables. Mais, prenons cela comme un ordre de grandeur. Toujours est-il qu'aucune provision pour la tenue des élections n'a été constituée par le Trésor depuis les dernières élections de 2018. Il faut donc s'en tenir à ce qui est inscrit pour la CENI dans la Loi des finances 2022 tout en espérant que la CENI elle-même y a pleinement contribué. Le montant arrêté est de CDF 582 mille milliards équivalent à USD 279 millions dont CDF 500 mille milliards (USD 240 millions au taux moyen de CDF 2086/ USD) pour les opérations électorales. Encore faut-il que ces fonds soient décaissés non seulement dans leur entièreté mais aussi dans les temps requis, ce qui n'a pas toujours été le cas de par le passé.

Il est donc évident que les prochaines élections devront être fi-

nancées en partie par l'étranger à moins que l'Etat ne trouve dans l'entretemps d'autres sources de financement non inscrites au budget, notamment à travers la vente d'actifs, l'encaissement de pas de portes ou à travers d'emprunts extérieurs. Pour ma part, j'estime que le pays aura besoin d'un fond de départ de l'ordre de USD 600 millions (30% de USD 2 milliards). Cette somme pourrait servir à rassurer les fournisseurs de matériels électoraux et devrait être disponible suivant les différents chronogrammes de la CENI ainsi que les plans de décaissement définis de commun accord avec le ministère des finances.

Sur ce, j'attire l'attention de la classe politique et de la société civile que les fonds provenant du FMI logés à la Banque Centrale du Congo dans le cadre du programme triennal de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) de USD 1,52 milliard ou dans le cadre des allocations des Droits de Tirage Spéciaux (DTS) de USD 1,7 milliard ne sont pas automatiquement disponibles pour les élections car « pré-affectés » pour soutenir la monnaie nationale ainsi que la balance des paiements et pour faire face aux conséquences de la pandémie du Covid-19. Alors, doit-on ou peut-on négocier avec les partenaires bi/multilatéraux pour une autre affectation ?

Pour ce qui est de la pandémie du Covid-19, mis à part l'obligation vaccinale, un grand nombre de pays occidentaux pensant avoir maîtrisé le virus ont tout récemment assouplis leurs mesures sanitaires. Toujours est-il que dans un contexte électoral à plusieurs inconnues, il faudra tenir compte des leçons de la lutte contre le coronavirus et Ebola. En effet les machines à voter, toutes tactiles et utilisées en 2018, devront être remplacées par d'autres plus perfor-

mantes et plus hygiéniques. Et par ailleurs, les affluences et attroupelements de foules doivent également être maîtrisées pour réduire les risques de toute contagion.

Pour revenir au financement, s'il doit provenir de l'étranger, il ne faut surtout pas se voiler la face. Rien n'est gratuit dans ce monde. Les bailleurs de fonds et autres financiers s'attendent à un retour sur investissement (ROI). Celui-ci pour les fournisseurs peut se concevoir, par exemple, sous forme de partenariats avec des entreprises locales telles que l'Hôtel des Monnaies de la Banque Centrale du Congo pour la production d'imprimés de valeurs et documents administratifs hautement sécurisés (cartes d'électeur et d'identité, cartes roses et bancaires, passeports, etc...). Et pour les Etats partenaires, le ROI peut-être sous forme d'accès aux marchés publics, aux minerais stratégiques, etc... Il nous appartient donc à nous patriotes congolais de mettre en avant les intérêts de la RDC en privilégiant le long terme plutôt que le court terme. Autrement dit, il nous faut bien quantifier notre part de win-win !

Un autre et dernier bémol avec lequel il va falloir composer est celui relatif à la rigidité des procédures de mobilisation et disponibilisation des fonds auprès des Etats partenaires. Ceci est aussi valable pour l'assistance technique et logistique qu'ils pourraient nous apporter en termes d'acquisition de biens de télécommunication et locomotion et surtout de mise à disposition de moyens de transport aérien. Afin d'également éviter ces écueils, l'agencement du calendrier électoral et du plan de décaissement devra en tenir compte. Peut-on alors répartir les tâches / apports des pays partenaires selon leurs compétences respectives, les uns pour tels ou tels supports et les autres

pour telle ou telle logistique ?

Quid des fournisseurs, équipementiers et autres partenaires traditionnels ?

J'ai évoqué ci-haut la nécessité de tirer les leçons des élections de 2006, 2011 et 2018 tout en apportant des corrections ça et là, notamment par une solution high-tech de bout en bout. Les fournisseurs ayant pignon sur rue, plus une surface financière conséquente et possédant la technologie de pointe nécessaire pour livrer dans les temps les solutions idoines, ne font pas légions. Malheureusement ou heureusement, aucun fournisseur ne peut à lui tout seul satisfaire une éventuelle commande de bout en bout, c'est-à-dire allant des étapes pré-électorales à la tenue des scrutins puis aux phases post-électorales. Par conséquent, il va falloir prendre en compte dans les appels d'offres la possibilité de regroupement de fournisseurs.

Quid de la situation sécuritaire et sanitaire ?

Aux dernières élections présidentielles et législatives, les villes de Béni et Butembo de la province du Nord-Kivu ainsi que le chef lieu du territoire de Yumbi dans la province du Mai-Ndombe n'avaient pas pu voter en même temps que le reste de la RDC à la date prévue du 23 décembre 2018 pour des raisons tantôt sanitaires (persistance du virus Ebola) et tantôt sécuritaires. Leur participation avait quand même eu lieu en mars 2019 mais uniquement aux scrutins législatifs. A mon avis, il serait très injuste que l'histoire se répète et que les citoyens des provinces actuellement sous état de siège depuis le 06 mai 2021 (Ituri et Nord-Kivu) ou celles confrontées à des bandes armées et des actes de banditisme soient privées de leur droit de vote aux prochaines élections. Aussi, que faut-il faire qui n'a pas encore



été fait pour ramener la paix et la sécurité partout ?

En ce qui concerne la sécurisation des quelques 80 milles bureaux de vote (nombre déployé aux élections de 2018) voire même regroupés en 15 milles centres de bureaux où chaque centre est composé de disons 5 bureaux, le nombre de policiers requis pour la sécurisation est de 180 milles pour les bureaux et 45 milles pour les centres. Par rapport à l'effectif total de la police, la PNC n'est pas en mesure de fournir les 45 milles éléments.

C'est ainsi que pour faire face à ces besoins gigantesques la CENI a eu de par le passé à subdiviser sa cartographie électorale en zones dites sensibles et moins-sensibles et à faire des demandes de déploiement d'un plus grand nombre de policiers dans les zones sensibles. Elle a également fait recours aux FARDC là où existaient des garnisons militaires à proximité. La sécurisation du processus électoral reste un grand défi à relever qui nécessite à ce qu'on s'y penche suffisamment tôt en projetant même différents scénarii. L'impératif sécuritaire impose à la Nation une nécessité et une urgence de planification !

EN CONCLUSION

Laissons la CENI, leader du processus électoral, faire son petit bonhomme de chemin et abandonnons la mutualisation avec l'ONIP, le BCR et l'INS car elle ne peut que retarder davantage et à coup sûr

la tenue des élections. Par contre, la réforme de la loi relative à l'état civil doit nécessairement être débattue et votée à la session parlementaire du 15 mars 2022 pour permettre à l'ONIP de faire pleinement son travail mais pour le prochain cycle électoral de 2028/29. De même pour ce qui concerne la participation des congolais de l'étranger aux élections présidentielles, prenons aussi toutes les dispositions qui s'imposent pour qu'elle puisse se concrétiser au prochain cycle électoral.

Quant aux délais d'organisation des élections prochaines, ceux-ci sont de toute évidence courts si pas très / trop courts. Quand bien même la volonté politique d'aller aux élections est bel et bien affichée, il faudrait la concrétiser par un réel accompagnement sur les plans juridique, technique et opérationnel, financier, sécuritaire et sanitaire.

Que l'Assemblée Nationale se fasse violence au cours de la session de mars 2022. Que la CENI fasse preuve d'imagination sur le plan technique et opérationnel. Que ceux qui ont en charge les finances publiques fassent aussi preuve de créativité et d'anticipation. Et enfin, que la classe politique dans son ensemble ainsi que la société civile intériorisent que l'organisation d'élections crédibles, démocratiques, transparentes, inclusives, apaisées et non entachées d'irrégularités est tout aussi importante que le respect des délais constitutionnels et légaux. Pour s'accorder, faut-il organiser une table ronde ?

Kinshasa, le 10 mars 2022

Gouverneur Honoraire de la

Banque Centrale du Congo

• Jean-Claude MASANGU MULONGO

PROFESSEUR ABBÉ LEONARD SANTEDI, HOMME DE FOI ET HOMME DE SCIENCE

Prêtre de l'Archidiocèse de Kinshasa en RD Congo depuis 1985, Docteur en Théologie de l'Institut Catholique de Paris, Docteur en Histoire des Religions et Anthropologie religieuse de l'Université de Paris IV-Sorbonne, le Professeur Abbé Léonard SANTEDI KINKUPU est un passionné de la science et de la culture, une sommité dont l'incontestable renommée va largement au-delà de nos frontières nationales.

Homme de foi et homme de science, dont la vie témoigne visiblement une harmonieuse et une parfaite conciliation de sa foi à sa raison, le Professeur Abbé Léonard SANTEDI est auteur d'un brillant parcours qui retient notre attention ; parcours dont l'ascendance et l'excellence méritent éloge et louange.

Telle une âme bien née dont la valeur n'attend point le nombre d'années. Aussitôt ordonné prêtre, il est nommé formateur et directeur spirituel au séminaire propédeutique cardinal Malula. Une année après, il est directeur des études au séminaire propédeutique cardinal Malula et professeur au grand séminaire Jean XXIII pour une année, avant d'aller aux études à Paris. Après ses études doctorales, il est nommé recteur du séminaire universitaire Jean-Paul Ier de Righini où il exerce au même moment les fonctions de curé de la paroisse Marie Reine des Apôtres et de professeur de théologie fondamentale et de dogmatique spéciale à la Faculté de Théologie de l'Université Catholique du Congo, au Grand Séminaire Jean XXIII et à l'Institut Saint Eugene de Mazenod. Saisissant à bras le corps cette double opportunité du ministère universitaire et paroissial, le Professeur et Curé Abbé Santedi a déployé son savoir-faire pour innover et marquer positivement les esprits de ses fidèles et de ses étudiants. C'est dans cet intervalle de temps qu'il est tour à tour nommé Secrétaire adjoint de l'Assemblée épiscopale provinciale de Kinshasa (ASEPKIN), Président de la commission théologique de l'Archidiocèse de Kinshasa, Secrétaire de la commission épiscopale de la doctrine (CENCO), Professeur

invité à la Faculté de théologie de l'Université Catholique de Louvain (Belgique), Professeur invité à la Faculté de théologie de l'Institut Catholique de Paris (Paris), Doyen de la Faculté de théologie des Facultés Catholiques de Kinshasa, ...

Par une combinaison harmonieuse de toutes ces différentes responsabilités superposées, dont l'efficacité du rendement ne laisse perplexité aucune attente, la méticulosité du scientifique avéré fait distinguer le Professeur Abbé Santedi dont la renommée prend davantage l'envol.

Nommé par le Pape Jean Paul II comme membre de la Commission Théologique Internationale de 2004 à 2014, il est aussi membre de plusieurs Associations théologiques dont le bureau de l'Institut Africain des Sciences de la mission, l'Association des Théologiens Africains (ATA), la Conférence Internationale des Instituts de Théologie Catholique (COCTI), l'Association philosophique « Les amis de Maurice Blondel ». Il est membre de l'Association Francophone Œcuménique de Missiologie (AFOM), membre de l'INSECT (international network of societies of catholic theology), membre du bureau de la conférence internationale des instituts de théologie catholique (COCTI) de 2008 à 2011, expert à la deuxième Assemblée spéciale pour l'Afrique du synode des Évêques (Rome, octobre 2009) ; Il est Secrétaire scientifique de l'association des théologiens africains depuis 2010, expert à la treizième assemblée ordinaire du synode des Évêques (Rome octobre 2012). Il est également membre du conseil de rédaction de plusieurs revues et auteur de plusieurs ouvrages et publications d'articles dans différentes revues scientifiques.

C'est cette méticulosité qui lui obtient le départ du rectorat de Jean-Paul Ier pour résider au Centre interdiocésain en qualité de Secrétaire Général de la Conférence Épiscopale Nationale du Congo (CENCO). Durant la dizaine d'années qui a marqué son leadership à ce poste, le Professeur Abbé Santedi a été un véritable manager au service de l'Église et de la nation





congolaise. Présent sur tous les fronts, on l'a vu ne ménager aucun effort pour la paix, la stabilité et la croissance de notre pays. Nombreuses sont les actions que l'histoire retiendra à jamais à l'actif de ce digne homme d'Église et homme d'État. Pendant qu'il est Secrétaire Général de la CENCO, il se voit confié la présidence de la fondation EvangeliiNuntiandi In Africa (ENIA), la présidence de la Fondation Mgr Plevoets (FOPLE) et la présidence de la chaire Jean-Paul II.

Après cette expérience riche et pleine de souvenirs au Secrétariat Général de la CENCO, le Professeur Abbé Léonard Santedi est nommé Recteur de l'Université Catholique du Congo où, de 2016 à ce jour, il bêche et bucheronne sans relâche à la formation de la jeunesse en vue de contribuer à la création d'une nouvelle classe des élites qui boosteront la croissance et le développement de notre pays. Ce n'est pas tout. Le Professeur Léonard Santedi sera nommé par le Ministre de l'ESU, Coordonnateur adjoint du Mécanisme de suivi des États Généraux de l'ESU. Il sera également élu Vice-président du REESIRAC (Réseau des Établissements d'Enseignement Supérieur et Institutions de Recherche de l'Afrique Centrale). Et il vient d'être admis au sein de l'Académie Africaine des Sciences Religieuses, Sociales et Politiques au grade de Membre Titulaire.

Depuis sa nomination à la tête de cette grande Institution d'enseignement supérieur, il ne ménage aucun effort pour matérialiser son rêve le plus tenace qui consiste à faire de l'UCC une grande Université au Cœur de l'Afrique : une université qui soit le germe d'une Élite intellectuelle et éthique au service de l'Église et de la société, en vue de l'émergence d'un nouveau Congo, d'une Afrique nouvelle et d'un nouvel humanisme. Ce rêve, il en a fait un leitmotiv qui justifie toutes ses actions à la tête de cette institution.

Et c'est ce rêve que, au quotidien, le Professeur Abbé Santedi s'évertue à réaliser en investissant dans un enseignement de qualité qui assure une formation humaine et intégrale, en promouvant une recherche de pointe qui se matérialise par la multiplicité de publications récemment mises sur le marché du livre, et en assurant des services généreux à l'Église et à la société. Tout cela, pour matérialiser son vœu de voir les jeunes formés à l'UCC devenir une véritable force de renouveau pour un Congo de valeur.

Tel un palmier qui vieillit en maintenant la production de ses fruits, le Professeur Abbé Santedi croît en accroissant l'œuvre de son esprit. D'où notre raison de dire duc in altum à ce Grand Esprit qu'est le Professeur Abbé Léonard Santedi KINKUPU. Ad multos annos.

• Deogratias Makutu



CEPROMAD Kolwezi, assurance d'une élite intellectuelle créatrice

Chacun d'entre nous rêve un jour ou l'autre de réaliser un projet ou une vision. Avoir une idée et la concrétiser sont deux choses différentes. Beaucoup ont commencé pour ne pas finir. Est-ce par manque de stratégies ou de moyens pour concrétiser une vision ? Chaque individu se trouvant dans cette réalité d'une vision ou projet non achevé donnera ses propres raisons. Avoir une vision d'une Université moderne à ce temps qui est le nôtre, avec ses aléas et ses corolaires, il faut rêver grand. Le Magazine Carrière et Innovation vous présente sur cette page le Directeur Général de CEPROMAD Kolwezi, un homme innovateur, un leader positif, qui a le souci de former l'élite intellectuelle qui peut appliquer les notions de Management pas pour quémander l'emploi, mais en devenir le créateur. Notre équipe est allée à sa rencontre, voici ses réponses à nos questions.



Carrière et Innovation : La vision maîtresse de notre université du CEPROMAD ?

La vision maîtresse de notre université du CEPROMAD est de former l'élite intellectuelle qui peut appliquer les notions de Management pas pour quémander l'emploi, mais en devenir le créateur. Cela lui confère l'indépendance dans sa vie. Comme il est agréable pour un Directeur Général, un Recteur, dans le contexte actuel de difficulté d'embauche de voir son ancien étudiant développer ses connaissances et devenir son propre patron. Toutefois, si une entreprise déjà existante sollicitait ses compétences, il devrait faire montre de ses capacités managériales pour la bonne marche de cette structure, en y apportant un plus pour atteindre les objectifs fixés avec efficacité et efficacie.

Ignace Ngoie Mukanya
DG de l'université du CEPROMAD Kolwezi,



Carrière et Innovation : Quelle carrière avez-vous taillée pour accéder à cette responsabilité ?

Mon accession à ce poste n'est pas une irruption spontanée mais le résultat d'un long accompagnement de mon prédécesseur, un père pour moi, d'une soixantaine d'années qui est mort après une longue maladie en 2013. Sur le plan infrastructures, mes réalisations c'est la continuité de ce qu'on avait commencé ensemble à savoir les trois piliers de l'Enseignement Supérieur et Universitaire, l'enseignement, la recherche et le service à la communauté. À cela, nous avons ajouté l'acquisition d'un terrain de 5ha sur lequel on voulait ériger les bâtisses modernes dignes d'une université afin de contribuer au développement de la province du LUA-LABA dans le domaine scientifique en mettant les étudiants dans de bonnes conditions d'études. Cependant, en plein chantier d'élévation des murs, mon complice est décédé après près de 15 ans de lutte. Quand j'ai pris le bâton de commande, je n'avais le souci que de continuer. Avec la nouvelle équipe à qui j'ai demandé de m'accompagner, nous avons terminé deux bâtiments de 7 auditorios sur fonds propres, mais avons érigé un bureau administratif et une salle de conférence d'une capacité d'accueil de 200 places assises, un terrain de football, l'acquisition des groupes électrogènes, ... tout cela en vue de domestiquer les activités sur notre site. Sur le plan académique, nous avons initié une coordination du 3e cycle en partenariat avec toutes les institutions de l'ESU de Kolwezi, en vue du renforcement des capacités du personnel scientifique, en invitant de Kinshasa et Lubumbashi les professeurs attitrés pour l'animation des séminaires. La défense de leurs travaux se ferait dans les institutions autorisées à organiser le troisième cycle.

Carrière et Innovation : Quelles genre de difficultés auxquelles vous faites face ?

Quant aux difficultés rencontrées, nous les considérons comme des tremplins et non des barrières qui nous arrêtent, nous avancerons. À titre d'illustration, les vols répétés des ordinateurs servant à la pratique informatique des étudiants, absence d'électricité qui nous oblige d'utiliser le groupe électrogène avec son cortège de peines (gasoil, entretiens, pannes,...), le manque d'eau pour usage des toilettes et assainissement des locaux, le manque de nos propres moyens de transport pour les étudiants, et bien d'autres dont on vous épargne les détails.

Carrière et Innovation : Quelles sont les perspectives d'avenir ?

Les perspectives d'avenir consistent à ajouter les auditoires, achever l'amphithéâtre d'une capacité d'accueil de 300 sièges, forage de puits, ériger une chapelle qui sera baptisée Saint Oscar, le fondateur du CEPROMAD, créer une école primaire privée qui va servir les enfants du quartier. Augmenter la capacité du volume de la bibliothèque qui est pauvre à ce jour, pousser et accompagner le personnel scientifique à rédiger leurs travaux pour viser le doctorat, en vue de la préparation de la relève, ainsi que les autres activités inhérentes à la gestion d'un Établissement de l'Enseignement Supérieur et Universitaire.





André-Paul EBOMA NZIBO, un gestionnaire aux multiples talents



- fournir des services financiers de proximité aux populations vulnérables exclues du système financier classique, principalement les femmes et les jeunes en milieu rural et ce, sans distinction fondée sur des croyances religieuses.

Au cours de cet échange axé sur la vie de l'IFOD, le gérant de cette institution qui se déclare au service de tous, nous explique la situation de cette structure, depuis sa nomination à la tête jusqu'à nos jours, comment, il reste dans la vision et les objectifs des pères évêques, même si les stratégies peuvent être revues ou orientées selon l'étude et la concurrence du marché. Pour atteindre les objectifs et avoir les résultats satisfaisants attendus par les initiateurs de cette banque du développement, IFOD est présente sur le terrain : « Je dois vous dire sincèrement que nous sommes dans la vision des pères évêques qui voudraient bien que l'IFOD puisse réellement avancer en termes de couverture nationale », a déclaré Monsieur André Paul EBONDA.

S'agissant des objectifs stratégiques de l'IFOD :

Par son leadership positif en dialogue permanent avec ses collaborateurs, le Directeur de IFOD SA maintient cette institution commerciale financière basée sur les valeurs du développement intégral des congolais dans le domaine de l'épargne dont les objectifs sont définis et axés sur :

- la maîtrise de l'organisation institutionnelle,
- la croissance du portefeuille des crédits et des épargnes,
- l'extension de l'institution à d'autres zones géographiques à travers le pays
- l'amélioration de la rentabilité, la mobilisation des ressources financières et la conduite de l'institution vers la pérennité.

Pour la petite histoire de la création et le projet d'avenir d'IFOD SA

Lancée à Kinshasa en 2016, la direction générale de l'agence se situe sur l'immeuble Reine de la Paix, sis 81 Avenue Tabuley, commune de la Gombe. Dans le souci de faire bénéficier aux congolais des services de la Banque du développement catholique, d'autres agences secondaires ont été ouvertes à l'Université Catholique du Congo (UCC) en sigle, sur les sites de Limete et Mont-Ngafula. En date du 27 novembre 2020, l'IFOD a ouvert une agence à Lubumbashi, où le Directeur Général a effectué une mission de service de

Savoir piloter, coordonner et planifier une entreprise de micro-finance, est possible si seulement à la tête de l'entreprise il y a un leader visionnaire. Voici Monsieur André-Paul EBOMA NZIBO, Directeur Général de la Société de Micro-finance, Institution financière pour les œuvres du développement au service de la population congolaise vulnérable.

Dans un entretien qu'il nous a accordé, Monsieur le Directeur Général de la Société de Micro-finance Institution Financière pour les Œuvres de Développement, Société Anonyme avec Conseil d'Administration, en sigle SMF IFOD SA avec CA, nous parle de son Institution. Une Institution Financière créée depuis 2015 ; œuvre des Pères évêques membres de la Conférence Épiscopale Nationale du Congo, en sigle CENCO. Société de Micro-finance Institution Financière pour les Œuvres de Développement a pour vision et mission :

- contribuer à rendre la société congolaise solidaire, responsable, capable de se prendre en charge, de mener une vie saine, équilibrée et visant le développement intégral de l'homme.

Kinshasa à Lubumbashi pour rencontrer les cadres de l'IFOD et les encourager à porter plus haut le blason de l'IFOD SA.

Pour les perspectives d'avenir, l'IFOD envisage, à court terme, d'ouvrir une agence à Kisangani et à Mbandaka dont certains partenaires potentiels manifestent un certain intérêt. Le besoin d'atteindre une couverture de ces deux provinces ecclésiastiques pour une intégration financière dans la micro finance. De ce qui est du moyen terme, le Directeur Général a témoigné que l'IFOD assure le développement des projets qui cadrent avec les besoins de la communauté locale et assume une éducation financière de proximité ; avec la télécommunication pour le service digital on envisagera de mettre en place un réseau agence. En long terme, c'est avec la vision des évêques, faire de l'IFOD une Banque Commerciale et d'Investissement, tout en gardant l'aspect de micro finance de proximité, a affirmé le Directeur. À l'IFOD, l'accessibilité à des informations financières est disponible pour toute personne intéressée par les services financiers et rend un service flexible pour ses clients.

Sur un ton posé, le Directeur général de l'IFOD rassure les congolais : « Notre souci pour l'instant est de couvrir d'abord ceux qui, dans l'espoir qu'à leur tour vont étendre la chaîne vers les diocèses et les paroisses. Nous y travaillons avec méthode, un plan stratégique sera mis en place, nous espérons que d'ici fin 2023, l'IFOD soit opérationnelle dans d'autres Diocèses, dans les six provinces ecclésiastiques ».

SUR LE PLAN STRATÉGIQUE L'IFOD SE LANCE VERS UNE ÉCONOMIE DE PROXIMITÉ

La règle d'or pour l'IFOD: donner une considération à sa clientèle, être disponible pour fournir un

service de qualité. Pour son personnel, faire montre d'un travail professionnel avec promptitude et dynamisme dans la vision de la doctrine Sociale de l'Église Catholique.

Quelques prouesses réalisées, en 2016. IFOD a réalisé 400.000 Dollars de l'encours de crédit et à une année avant son mandat, l'IFOD a fait 1,730 Milles de Dollars avec plus de 3 milles clients, en 2020 une échelle de 3 millions avec plus de 4 milles clients et enfin en 2021,



mon institution a fait 6 Millions de l'encours avec 5 milles clients commerciaux. Dans les trois mois d'avenir cette institution financière aura atteint la phase de maturité, car nous sortons de notre phase du lancement. L'IFOD assure le lead de la paie des enseignants depuis 2016 en collaboration avec les Caritas diocésaines avec un portefeuille de 205.000 enseignants répartis dans 94 territoires sur 145 territoires que compte le pays, 65% de couverture.

« Nous sommes dans un secteur concurrentiels » ; pour bien mener la coopération, l'IFOD fait partie



de l'Association Nationale des Institutions des Micro finances, elle porte nos difficultés au sein de notre conseil d'administration. On envisage d'installer un guichet de proximité dans les paroisses et écoles pour assurer une couverture totale selon le plan adapté à l'environnement, à déclaré Monsieur le directeur Général.

Qui est cet homme qui porte plus haut le flambeau de l'IFOD SA et que retenir de lui ?

Né le 06 juillet 1972 dans la Province de la Mongala, diocèse de Lisala, de l'union de Monsieur Valentin EBOMA et de Madame Rosalie AMESO, il est marié à Madame Francine ATIBU EBOMA et père de deux garçons. Licencié en Sciences de développement, en option gestion et administration des projets de l'Institut Facultaire de Développement, IFAD en sigle, dans l'Archidiocèse de Kinshasa. Détenteur d'un Master en gestion d'entreprise, orientation Finances Banques du partenariat de l'ISC Gombe avec l'Université de Liège, édition 2018. Depuis 2018, il est le Directeur Général de la Société Micro-finance IFOD SA, l'Institution Financière pour les Œuvres de Développement, au statut d'une société anonyme sous le dynamisme des pères évêques membres de la Conférence Épiscopale Nationale du Congo (CENCO).

PROFESSORAT D'UNIVERSITE, C'EST NOTRE DESTINE

Emile Bongeli, un Professeur exceptionnel



Le Professeur Emile BONGELI est Professeur Ordinaire et attend l'Eméritat avec joie, car il remplit tous les critères légaux. Pour sa petite histoire, il est Licencié en Sociologie à l'UNAZA/Campus de Lubumbashi ; ou il a fait ses études universitaires en 4 ans de 1971 à 1975s. Etudiant brillant, qu'il a effectué les études universitaires avec performance, qui lui ont permis d'obtenir 4 DISTINCTION. Il fut directement nommé Assistant au Campus de Kisangani. Il passe chef des Travaux en 1979, avec une dizaine d'articles scientifiques publiés dont une contribution dans un ouvrage collectif (sur les deux exigés à ce stade).

Tout en ayant mis pied dans le monde politique, il défend sa thèse de Doctorat en Sociologie à l'Université de Lubumbashi (mention DISTINCTION). Nommé PA à l'Institut Supérieur des Sciences et Techniques de l'Information (ISTI) en 1984, il enseigne alors également à l'ISP/Gombe, au CIDEP et à l'Université

de Kisangani. Aujourd'hui, il est affecté à l'Université de Kinshasa et preste comme visiteur à l'ISC/Gombe, à l'UPN, à l'IFASIC, à l'UNIKIS et à l'UNIUELE (Isiro). Malgré les charges politiques qu'il a assumées, le professeur Emile BONGELI ne s'est jamais départi de son beau métier d'enseignant et de chercheur. C'est ainsi qu'il a gravi les échelons professoraux normalement avec ses 7 ouvrages et plusieurs articles.

Il devient Directeur du Laboratoire d'Analyses Sociales de Kinshasa (LASK asbl), un centre fondé en 1984 par le prof Justin KANKUENDA Mbaya, dirigé plus tard par MABIKA KALANDA et qui édite la revue « *Analyses Sociales* ».

Il est aussi Président du Conseil d'Administration de la section locale de la maison d'édition parisienne l'Harmattan dirigée par le Professeur. Léon MATANGILA.

Le professeur BONGELI a formé la relève en dirigeant thèses et mémoires de DEA des jeunes chercheurs. Aujourd'hui il aspire à l'Eméritat.

Fils d'un semi-lettré obsédé de la scolarité de ses enfants, il va être inscrit trop tôt à l'Ecole primaire officielle de Kabondo (dans la série des écoles laïques créées par Buisseret). Après sa première année du secondaire au Petit Séminaire de Mandombe à Kisangani, il va passer 3 ans dans le maquis suite à la rébellion Muléliste de 1964.

Il en ressort en 1967, et entame directement la troisième grécolatine, sautant la deuxième à la

suite d'un examen d'admission au Collège du Sacré-Cœur de Kisangani. Il en sort diplômé d'Etat va obtenir son Diplôme d'Etat en 1971. Entretemps, le professeur-chercheur belge Benoît VERHAEGEN, l'avait repéré lors de ses enquêtes sur les rébellions au Congo. Ce dernier l'accompagnera à l'Université où il fit de brillantes études jusqu'à l'engager au Centre de Recherches Interdisciplinaires pour le Développement de l'Education (CRIDE) qu'il avait créé et dirigeait à l'Université de Kisangani.

Pour lui, il n'y a pas de miracle à opérer, mais bien des efforts à déployer pour devenir professeur d'Université. Dès l'école maternelle et primaire où l'on acquiert les outils d'apprentissage (alphabet et fondamentaux du calcul) jusqu'à l'université où l'on embrasse sa spécialité en passant par l'école secondaire où on apprend les instruments de raisonnement, il n'y a que l'effort d'étudier et de former sa personnalité qui paie, a déclaré le Professeur Emile.

En ce qui concerne les études doctorales donnant accès à la carrière professorale, les conditions sont renforcées : terminer le deuxième cycle avec au moins une Distinction et de préférence en dernière année. Il faut donc bosser dur pour obtenir au moins la mention Distinction '70 à 79%), ou plus la Grande Distinction 80 à 89%), ou, encore mieux, la Plus Grande Distinction (plus de 90%).

C'est la condition légale pour être recruté au poste d'Assistant, en principe état initial pour aspirer à la carrière professorale.

L'Assistanat constitue normalement un prolongement des études car l'Assistant de 1^{er} mandat doit bosser et publier pour passer au deuxième mandat. Pour devenir Chef de Travaux, il faut également publier des articles scientifiques en son domaine.

Il faut également dans ce cursus suivre la formation préalable au doctorat, cycle sanctionné par le Diplôme d'Etudes Approfondies (DEA) en sigle. Cette étape comporte d'une part des cours théoriques sous forme de séminaires et de l'autre la rédaction et la défense publique d'un mémoire de DEA. Le timing nécessaire pour cela dépend de l'effort personnel du candidat.

La présentation de la thèse de doctorat intervient au moins trois ans après le DEA, moyennant publication d'au moins deux articles scientifiques. Le diplôme de Doctorat doit être reçu avec au moins une distinction pour être admis au rang de professeur associé (PA), premier échelon de la noble carrière professorale. Jusqu'à ce niveau, l'impétrant est dirigé par un maître ayant le grade d'au moins de professeur full (P).

Pour passer à chaque fois d'un niveau à un autre de l'échelle de la carrière, il faut publier des livres et articles. De PA à P et de P à PO (Professeur Ordinaire). Pour passer Professeur Emérite, le stade suprême de la hiérarchie professorale, il n'y a plus que les publications : le prétendant à l'Eméritat doit justifier avoir contribué à former la relève par la promotion des thèses de doctorat.

Ensuite vient le stade de Doctorant qui est sous l'encadrement d'un professeur Ordinaire étant un promoteur qui oriente ou conduit le Doctorant vers la thèse, qui donne lieu à un titre de Docteur.

Comme on peut bien s'en rendre compte, le travail du professeur d'université n'est pas un travail reposant. Il faut bosser dur pour être à la page car ce monde en constante

ébullition change en produisant quantité des connaissances nouvelles. Du coup, le professeur reste un étudiant à vie, car contraint de se *mettre à jour*, de renouveler les matières à enseigner, etc.

Selon lui, la science évolue et le professeur est censé être l'éternel chercheur en quête de nouvelles connaissances scientifiques. Le professeur africain doit en plus opérer des ruptures épistémologiques sur le plan scientifique, il doit mener des recherches pour enrichir et adapter ses enseignements à des contextes



locaux... Le professorat n'est pas un métier d'inertie, mais un métier de rajeunissement de l'esprit. Et le professeur congolais évolue dans un contexte de pauvreté, au sein d'un Etat qui semble ignorer la valeur de la formation des intelligences dans un pays soucieux de progrès. Dans ce pays où les détournements des

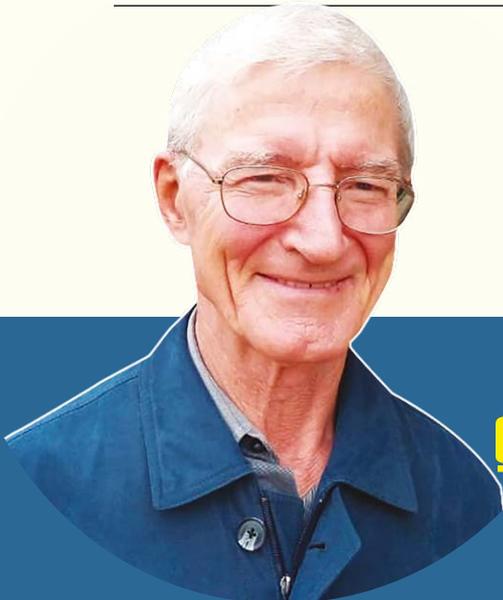
fonds publics se déclinent toujours en termes de millions de dollars US, on n'a pas un sous à mettre pour la recherche, a révélé le professeur Emile BONGELI.

Carrière et Innovation : Combien de temps pour devenir un Professeur et les échelons ?

BONGELI : cela dépend de chaque individu, selon les prescrits de son domaine. Il faut au minimum 5 ans de travail postuniversitaire pour pouvoir finaliser une thèse de doctorat. Il est possible de passer de l'assistanat au doctorat si l'on respecte le cursus allant du DEA à la thèse doctorale, en respectant néanmoins les exigences de publication d'ouvrages ou articles scientifiques. Signalons cependant que les études de médecine sont les plus longues et nécessitent plus de temps avant d'arriver à l'agrégation qui ouvre l'accès à la carrière d'enseignant en médecine.

Comme on le voit, il n'y a aucune magie, ni cérémonial occultiste pour devenir professeur d'université. Les prestations du professeur sont transparentes et n'impliquent rien de mystique. Bien au contraire, les scientifiques parlent des choses qui se passent sur cette terre des hommes et ignorent ce qui se passe dans les cieux ou en enfer. Ici, ce ne sont pas les faits de croyances, mais les faits observés, démontrés et vérifiés. Ici, il n'y a pas de certitude car tout peut être remis en question pour produire des connaissances nouvelles. On est ici dans la dynamique interminable de production des connaissances et non dans le fixisme des croyances en des faits inobservables, indémonstrables et incontestables.

- **Dody ISHAKU, Chercheur en communication Financière**



Accès responsable aux ressources naturelles, gage d'une paix durable pour le monde

L'encyclique « Laudato Si' »

Je l'ai lu avec beaucoup d'intérêt, convaincu qu'elle aborde des problématiques de grande importance pour la vie et la survie de l'humanité. Elle a un regard projeté sur l'avenir de la terre et des humains. J'estime qu'elle voit beaucoup plus loin que la plupart de nos contemporains. Il y a de ceux qui l'ont accueillie avec sincérité et sens de responsabilité. Mais il reste énormément à faire. Beaucoup ne se rendent pas compte de l'enjeu, et se laissent emporter par l'intérêt immédiat.

Dans notre paroisse, on n'a pas fait une lecture systématique de l'encyclique, ni une réflexion sérieuse sur le document, par manque de programmation du curé et du conseil paroissial.

Pour ce qui me concerne, j'ai lu et j'en ai fait le commentaire auprès d'un groupe que j'anime. Mais dans l'ensemble de la paroisse, Laudato Si' n'a pas eu l'impact que l'on pouvait espérer.

Une Pastorale paroissiale

Je crois qu'elle est caractérisée par les activités et initiatives communes à la plupart des paroisses :

Pastorale des sacrements-catéchuménat de deux années pour la préparation au baptême- catéchèse d'une année pour la préparation à la confirmation-catéchèse préparatoire au sacrement du mariage-accompagnement des différents groupes d'action catholiques.

Nous visitons régulièrement les communautés chrétiennes des villages (une vingtaine) éloignés jusqu'à 80 km.

Les communautés de base (Shirika) sont un élément important de liaison entre la paroisse et les familles : elles sont lieu de rencontre, de prière, de formation, d'échange et de service aussi. Les responsables ont des réunions (pas trop régulières) pour vérification de la vie des communautés, pour formation et programmation. Une fois par an et organisée une semaine de formation pour les catéchistes de tout le doyenné (Paroisse Notre Dame du Rosaire, Paroisse Christ Roi, Paroisse de NDUYE) jusqu'à ce qu'il y a 6/7 ans était organisé dans notre Paroisse un cours de formation qui réunissait de 25 à 40 chrétiens, une heure et demie chaque semaine, pendant neuf mois.

Ce cours offrait une formation biblique, liturgique, sacramentelle, d'histoire de l'Eglise, ecclésiologie, le crédo...

Depuis la réouverture de la prison de Mambasa (4 ans) nous assurons une assistance religieuse (messe chaque dimanche, confession). Un ami italien envoie régulièrement une aide pour la sustentation des détenus (une fois par semaine, le dimanche). Sachant que cette aide sera limitée dans le temps (le bienfaiteur est déjà âgé), et surtout, voulant impliquer la communauté chrétienne de Mambasa, nous avons intéressé nos chrétiens (au niveau des Shirika) et nous nous sommes accordés pour que chacune de deux paroisses de Mambasa offrira le repas aux 600/650 détenus un dimanche chaque mois. En plus de cela, l'aide du bienfaiteur nous permet d'offrir aux détenus un petit lot de médicaments de base chaque mois. Nous avons aussi réalisé un terrain de Volley Ball et of-

fert aux prisonniers un téléviseur pour les distraire. Enfin nous avons offert 120 matelas avec couvertures.

Situation sociale de la population

Le village de Mambasa que nous avons connu il y a peu d'années est entrain de devenir une ville. Ceci est dû au taux de natalité élevé, à l'immigration des régions avoisinantes (Wamba, Bunia, Mahagi, Beni, Butembo) et, assez récemment les réfugiés qui fuient leurs villages à cause des incursions des groupes armés, cause d'insécurité et de tueries. Ces groupes, assez aruposites, convivent sans trop de problèmes, pour le moment, mais on sent que l'équilibre est assez précaire.

Les dernières années, la réfection de la route Beni-Kisangani, et l'essor du commerce ont provoqué un réveil des activités économiques de l'édilice (page6)...

Cela est dû en grande partie à l'initiative privée, l'apparue de l'étant paraissant assez positif et étranger à cette volonté de grandir. Il manque une présence d'orientation, d'encouragement et de stimulus.

Dans la population, beaucoup cherchent à sortir de leur pauvreté : quelques-uns par le travail aux champs, d'autres par le petit commerce, d'autres dans le travail des carrières. Celui-ci donne un bénéfice qui la plupart des fois s'avère provisoire et illusoire. Bien des fois ces personnes arrivent à la fin de leur activité avec une santé compromise, sans champs ou autre activité de survie, et sans argent. Les carrières : une grande illusion. Le travail aux champs a régressé. Diminue le nombre des paysans, les

champs sont de plus en plus éloignés de la maison des cultivateurs. Plusieurs s'adonnent à la monoculture, dans notre cas le plus souvent c'est la culture du cacaoyer. Conséquence : la population de Mambasa n'a presque plus de riz produit sur place : il est importé depuis Kisangani, à un prix fort majoré.

Et le jour où le commerce mondial décidera de mettre de côté la demande de cacao, qu'en sera-t-il de ces paysans qui n'ont d'autre culture que le cacao ? Ils devront reconverter leurs plantations. A quel prix ?



Situation des infrastructures

La situation est lamentable et honteuse. Les routes : en 1973 j'ai parcouru la route Kisangani-Mambasa-Nduye (590 km) en 13 heures. Il y avait un tronçon asphalté (environ 80 km) à partir du km 100.

L'asphaltage était assez assuré. Actuellement il n'y a rien d'asphaltage, et bien souvent, surtout pendant la saison des pluies, voyager devient un cauchemar. Depuis notre indépendance en 1960, la route nationale Kisangani-Beni a été asphaltée sur 60 km : un travail assez médiocre. Il est vrai : on fait quelques km à Butembo et Kisangani. Mais il est honteux de ne pouvoir montrer que cela, pour un délai de 64 ans.

Hôpital : la Communauté Européenne avait financé un travail d'aménagement et d'agrandissement de l'Hôpital de Mambasa. Les travaux ont commencé, ça avançait bien, tout d'un coup on a tout arrêté. Détournement de fonds. Depuis 4 ans, tout dort.

Un bon Hôpital fonctionne assez bien à 5 km, Mandima, un autre à 65 km (Lolwa). Les Prêtres du Sacre Cœur ont ouvert depuis une dizaine d'année un Hôpital privé, nombreuses pharmacies et Centres de santé privés. La qualité des soins n'est pas toujours assurée.

Ecoles : Mambasa a beaucoup d'écoles, primaires et secondaires, mais il y a trop de 100% pour affirmer que c'est du sérieux. La situation des infrastructures matérielles et des moyens didactiques bien souvent est lamentable.

Situation de la forêt

Une grande forêt la nôtre, une énorme richesse, sous-exploitée et mal exploitée.

Mal exploitée :

- Les paysans coupent à l'aveuglette tout arbre qui peut servir pour construire leurs maisonnettes ou pour faire du feu.
- Les tronçonneuses sont arrivées pour couper les arbres, qui serviront comme matériel de construction ou dans les menuiseries locales, mais surtout qui seront exportés dans un commerce caractérisé par l'évasion fiscale et la corruption. Aspect très grave : personne ne pense au reboisement. J'ai parlé de cela à un responsable de l'environnement. Il m'a répondu avec un beau sourire.
- Les exploitants des carrières, artisanaux et industriels, coupent, creusent bouleversent le sol et s'en vont. Les anciens cultivateurs, jadis chassés de leurs champs trouveront

impossible de reprendre leur labour d'antan à cause du sol abimé de façon irrécupérable.

- Deux exemples positifs : il y a une dizaine d'années un directeur d'école primaire avait reboisé un demi hectare d'arbres de menuiserie. Depuis deux ans, les pères de la paroisse Notre Dame du rosaire ont commencé à planter des arbres sur leur terrain : Ngomangoma, Limba, Liboyo, eucalyptus. Nous espérons que cela va continuer, et que sera un exemple qui encouragera d'autres personnes de bonne volonté.

Pastorale envers les pygmées :

- Jusqu'à l'an 2010 le Père Franco LAUDANI combonien, avait construit plusieurs écoles pour enfants pygmées et suivait l'enseignement qui s'y donnait. Les écoles étaient ouvertes aussi aux enfants bantous. Avec le départ du père dû à des raisons de santé, tout le réseau d'écoles pour les pygmées entra en crise par le manque de suivi avec les enfants bantous.
- Les écoles fonctionnement encore, mais il n'y a presque plus d'enfants pygmées. A Nduye (60 km de Mambasa) par contre le Père Silvano a commencé, il y a 7/8, un internat pour enfant pygmées, il a remis à nouveau des anciens bâtiments et a obtenu des locaux très dignes et très fonctionnels. Les enfants sont logés, habillés, nourris, scolarisés grâce au soutien que le Père obtient de groupes et personnes bienfaiteurs. Les enfants (environ 80 garçons et une trentaine de filles, qui vivent dans une maison à part) reçoivent une formation scolaire, une éducation humaine et religieuse, ils s'habillent à vivre dans des structures dignes, ils sont initiés au travail manuel (champ) et, jouent ensemble (le Père a aménagé un vrai petit lac, où les enfants jouent et font la pêche à l'hameçon).
- L'internat de Nduye accueille les enfants de la paroisse, mais il est ouvert aussi aux enfants venant d'ailleurs.

Dans la paroisse de Mambasa on a toujours un petit groupe de pygmées qui se préparent au baptême.

• P. DINO RUARO
Prêtre du Sacre Cœur de Jésus
Ancien Provincial de la Congrégation
Paroisse Notre Dame du Saint Rosaire
Mambasa
+243997749126
dinoruaro@gmail.com

LA MÉDECINE, ART DE LA TÊTE ET DU CŒUR

Faire passer la personne malade avant la maladie est essentiel pour le Docteur Arthur Ngoy. Pour lui, c'est avant tout la condition de fragilité du malade, l'accent doit être mis sur la prise en charge de l'individu, sans oublier l'importance de la science. Qui est ce médecin pour qui le malade passe avant la maladie ? Voici sa petite histoire racontée à notre magazine *Carrière et Innovation*. Qui est-il, comment exerce-t-il sa carrière de médecin et comment fait-il face à la pauvreté

Je m'appelle Arthur Ngoy, je suis volontaire de Dieu, marié à Florence et père de 5 enfants, je suis Médecin Directeur au Centre Médical Moyi mwantongo de Kinshasa et je suis expert en santé de la mère, de l'enfant et du nouveau-né au Ministère de la Santé Publique en République Démocratique de Congo. Actuellement je suis au secrétariat international de l'humanité nouvelle au service du vert et de l'Afrique.

J'ai commencé à exercer le métier de l'art de guérir au moment où mon pays était en guerre contre les pays voisins et toutes les structures économiques étaient totalement déstabilisées, ce qui fait que beaucoup de mes collègues avec qui nous avons fini les études avaient préféré quitter le pays et aller s'installer dans d'autres pays de l'Afrique ou en dehors du continent notamment en Europe à la recherche du bien-être social et d'un avenir meilleur. Car rester au pays est synonyme de mourir dans une pauvreté indescriptible.

Pour résister à la pauvreté, d'autres médecins ont investi soit dans la corruption ou dans le monnayage de service avec conséquence les sacrifices des personnes vulnérables comme les femmes enceintes et les enfants.

Je suis parmi les rares médecins qui sont restés au pays pour servir notre peuple dans les condi-



tions parfois très difficiles. Et beaucoup de mes amis qui sont partis à l'étranger actuellement me confient leurs membres de famille pour une meilleure prise en charge.

Il y a presque 10 ans je travaillais dans un hôpital du Diocèse de Kinshasa comme responsable d'un grand service de gynécologie et d'obstétrique, j'ai démissionné pour aller commencer un petit mouvement de Focolari pour incarner l'esprit de l'Idéal de l'Unité de Chiara Lubich et donner ainsi du travail à mes compatriotes. Cela n'était pas facile car je devrais diminuer les revenus de ma famille, grâce au soutien de mon épouse Florence Ngoy, j'ai dû m'engager dans cette aventure dont l'avenir était incertain.

Aujourd'hui ce centre Médical Moyi mwa Ntongo »qui signifie le soleil du matin, qui n'avait que 2 lits et 10 personnels engagés, a presque 50 lits et donne du travail à plus de 50 familles. Dans ce centre médical de Chiara les malades sont reçus en priorité en fonction de leurs urgences et non en fonction de la profondeur de leur poche ou de la couleur de leur cravate. Ici même le malade qui n'a rien est roi et il est soigné.

Même après ma spécialisation en Belgique j'ai eu des sollicitations pour rester vivre dans la bourgeoisie européenne et assurer l'avenir pour mes enfants mais tout de suite quand j'ai fini je suis rentré au Congo pour mettre à profit les acquis de la formation en faveur de la population vulnérable de mon pays.

Docteur Arthur Ngoy



Comme médecin, malgré les conditions difficiles de travail dans notre pays notamment le transport mal organisé, librement je me force d'arriver à temps au lieu de travail en quittant la maison à temps, question de mieux organiser mon service et consacrer beaucoup de temps aux malades, car dans notre hôpital même les malades qui n'ont pas d'argent sont d'abord soignés en fonction de leur urgence même si ils n'ont pas d'argent. Cela a un double impact et sur mes collaborateurs qui en me voyant comme responsable me sacrifier pour arriver à l'heure au lieu de travail et m'occuper de manière particulière de nos malades, sont contaminés par des bonnes attitudes. Ils changent leur façon de travailler d'une part et d'autre part du côté des malades ils ont plus de confiance et ils sont fidélisés de voir que les personnels de santé possèdent des attitudes particulières à leur égard dans un environnement difficile.

Cette bonne manière d'aller à contrecourant malgré un environnement défavorable est aussi

partagée avec d'autres professionnels de santé qui travaillent dans la ville car nous organisons une fois le mois les formations continues non seulement pour nos agents mais aussi pour ceux des hôpitaux de la ville de Kinshasa.

Dans le cadre de la lutte contre la mortalité maternelle et néonatale qui est très élevée dans mon pays comme dans la plupart des pays Africains ou 2 femmes et 10 nouveau-nés meurent chaque heure pour des causes évitables ; je parcours des milliers de kilomètres, par avion, véhicule, moto, vélo, pirogue et même à pieds pour aller enseigner non seulement les médecins mais aussi les accoucheuses traditionnelles dans les villages des bonnes pratiques médicales avec des évidences scientifiques approuvées contrairement aux croyances culturelles.

Ces efforts tant soit peu ont contribué positivement à réduire de manière significative le taux de mortalité néonatale de mon pays qui est passé de 42 pour mille à 28 pour mille de 2007 à

2014 et actuellement la tendance est à la baisse. Quant à la mortalité maternelle, elle aussi a une tendance à la baisse. Pour maintenir ces acquis nous avons mis en place un réseau de formateurs à travers les pays avec appui des partenaires qui continuent à s'entraîner et à former les autres accoucheuses traditionnelles.

Un adage Africain dit : « Si tu veux aller vite va seul ; mais si tu veux aller loin il faut aller en groupe »



Tous, pour la promotion de la culture africaine

Les trois dimensions de la communauté africaine, à savoir les vivants, les morts et les non encore nés. Suivant le concept fondamental de l'anthropologie négro-africaine, seule la relation et l'interaction entre les trois catégories de la communauté constituée à la fois par le monde visible et invisible donnent aux membres leur statut d'être. Devenu le petit village planétaire, le monde dont il s'agit, oblige les Africains de s'ouvrir à d'autres idées mondiales. Avec toute la technologie qui a évolué, la science semble donner réponse à beaucoup d'interrogations humaines, sans pour autant ignorer que la culture africaine résout quelques problèmes liés à l'existence humaine. C'est le cas du professeur Edmond MAYAMBO MAYOBO, qui vient de publier aux éditions MADOSE un ouvrage de cent-vingt et quatre pages ; intitulé :

La représentation de la maladie et la médecine traditionnelle chez les Leele de la République Démocratique du Congo (du XVI^e à l'aube du XXI^e siècles) », qui vient de paraître en 2021. Un livre de set chapitres et préfacé par Monsieur Faustin MUSWAY DUDU, Professeur Ordinaire des Universités en RDC.

L'auteur retrace l'histoire de la maladie pour les sociétés traditionnelles, qui peut donc paraître

comme une gageure, les événements à évoquer étant, bien souvent contemporains. Pour cet auteur, les Bantu de tout temps, ont voulu apporter à la maladie des remèdes avec les moyens rudimentaires dont ils disposaient et ceci depuis la préhistoire jusqu'à nos jours.

À en croire, le Professeur Edmond MAYAMBO Mayobo, depuis les origines lointaines (comme autrefois chez les Romains avec l'épidémie de l'année 175 selon Tite-Live, LXI, 21), la maladie a été considérée chez plusieurs tribus comme une malédiction et comme une catastrophe. C'est pourquoi, il paraît un miroir socio-culturel pour une idée réflexive de la maladie et de son traitement traditionnel chez la plupart des tribus du Bas-Kasaï en RDC, notamment la tribu Leele.

En dépit de dix ans, l'auteur de cet ouvrage a contribué de façon efficace à la perception historique et scientifique de la médecine traditionnelle en Afrique, dont chez les Leele de la RD. Congo.

L'auteur est détenteur d'un Doctorat en Sciences Historiques de l'Université de Lubumbashi. Ses recherches se focalisent sur l'Art, les Croyances religieuses et la médecine traditionnelle. Il a exercé les fonctions de Secrétaire Général Académique et



Prof Edmond

Secrétaire Général Administratif à l'ISP/Kikwit. Edmond Mayambo Mayobo est Professeur à l'Institut Supérieur Pédagogique de Kikwit dans le Kwilu en RD. Congo .Pour se procurer cet ouvrage, contactez-nous au +243 810264412.

Abbé Donatien Nshole

Le Seigneur est fidèle à sa promesse



Ordonné Prêtre le 3 janvier 1993

Donatien Nshole est né en 1963. Il est ordonné prêtre le 3 janvier 1993 pour le diocèse d'Inongo. Il obtient un doctorat en théologie dogmatique de l'université pontificale urbanienne à Rome, en 2002, puis il est professeur au grand séminaire Saint-Cyprien de Kikwit en République démocratique du Congo (en 2003). Après avoir exercé le rôle du premier Secrétaire Général de la CENCO, en 2016 est nommé secrétaire général de la CENCO. Mardi 12 décembre, le père Donatien Nshole, secrétaire général de l'épiscopat congolais, a été élevé au rang de chapelain de sa sainteté, ce qui lui confère maintenant, le titre de « Monseigneur ».

Infatigable dans son travail qu'il accomplit avec diplomatie et disponibilité au service de l'Eglise et des évêques de la RDC dont il est porte parole. Son élévation par le pape François est la reconnaissance de son engagement dans les divers services qu'il a accompli avec amour pour l'Eglise de la République Démocratique du Congo. Il a exprimé sa grandeur dans son discours qu'il a prononcé à la messe de grâce organisée à la Cathédrale Notre Dame du Congo. Entre les lignes on peut lire son sens de l'Eglise et l'ouverture à action de l'Esprit Saint qui le guide et dans l'abandon à Dieu qu'il sert en étant au service de la CENCO.



Sport congolais : Objectif 2024



Le gouvernement Congolais a adopté le projet dénommé « *Objectif 2024* » présenté par le ministre des sports et loisirs, Serge Chembo Nkonde au conseil des ministres tenu vendredi 4 mars.

D'après le compte-rendu de cette réunion gouvernementale, ce projet résume une série d'actions gouvernementales dans ce secteur pour la période allant de 2022 à 2024.

Dans ses grandes lignes, cette « *ambitieuse* » Feuille de route vise à canaliser les efforts du Gouvernement sur douze (12) disciplines sportives à savoir du Football, Basket-ball, Handball, Volley-ball, Judo, Karaté Do, Taekwondo, Boxe, Lawn Tennis, Athlétisme, Lutttes et Tennis de table.

L'objectif poursuivi dans ce cadre est de préparer les futurs champions et lancer le développement du sport congolais dans un environnement moderne et assaini.

Le Ministre des Sports et Loisirs a, cependant, précisé que ce choix n'exclut pas les autres sports d'une prise en charge de l'Etat ou d'un quelconque subsidie. Car, il existe des sports de solidarité comme les handisports et des sports de prestige tel que le Golf ou encore le Cyclisme qui contribuent à vendre l'image du pays.

Les Jeux Congolais (prévus lors des vacances des Pâques en avril 2022), a précisé, le Ministre Chembo, seront le point de départ de cette action pour la découverte et la sélection des talents.

En ce qui concerne particulièrement le football, ce qui est visé c'est une qualification à la Coupe du Monde 2022 au Qatar et à la Coupe d'Afrique Côte d'Ivoire 2023 ainsi qu'un sacre au Championnat Africain des Nations Algérie 2022.

Étalant toute la stratégie de mise en œuvre de ce projet, le Ministre

des Sports et Loisirs a expliqué les priorités du Gouvernement pour la construction et la modernisation des infrastructures sportives et dévoilé un chronogramme pratique d'activités en vue d'une préparation appropriée.

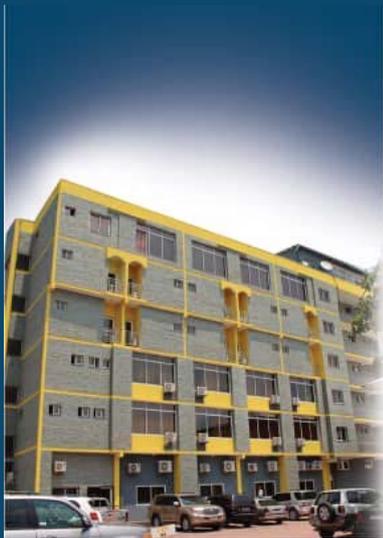
Le Ministre des sports a aussi proposé la création d'un Fonds national pour la promotion des sports (FNPS) qui « *permettrait de financer ce secteur vital de la vie nationale* ».

Les Jeux Olympiques 2024 auront lieu à Paris (France).

• Source Radio Okapi



Conférence Episcopale Nationale du Congo Centre Reine de la Paix



ADRESSE DU CENTRE REINE DE LA PAIX
81, Av. Tabu Ley (Ex Tombalbaye).
Référence:
Croisement des avenues des Huilleries
et Tabu Ley, Kinshasa-Gombe

Pour tout contact:
E-mail: reinedelapaix.marie@gmail.com
Facebook: Centreprinedelapaixmarie

AUTRES SERVICES OFFERTS PAR LE CENTRE REINE DE LA PAIX

Accès rapide à l'immeuble
par l'Ascenseur



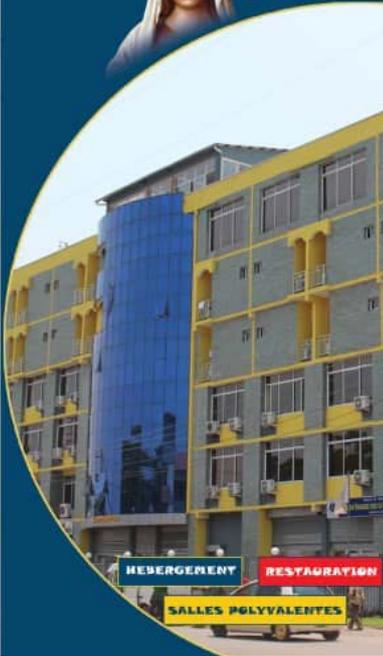
Vidéo-Surveillance, Climatisation,
Accès internet gratuit via le Wifi



Sonorisation et Vidéo-Projecteur
pour les Conférences, Réunions, Sessions,...



Conférence Episcopale Nationale du Congo CENTRE REINE DE LA PAIX



RESTAURATION

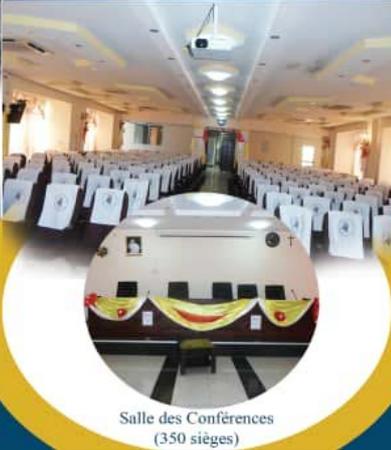
OFFRES DISPONIBLES:
*Cuisine africaine
*Cuisine occidentale
*Bistrot



Aperçu du Restaurant et de la Salle de Fêtes



Vue de la Salle des Réunions



Salle des Conférences
(350 sièges)



HEBERGEMENT:
Chambres VIP, Appartements et Bureaux à Louer



Conférence Episcopale Nationale du Congo Présidence

Accueil de l'annonce de la visite apostolique du Pape François en Rdc



CONFERENCE EPISCOPALE NATIONALE DU CONGO

Présidence

BP. 3258 – Kinshasa /Gombe

Tél. : 00243 998 24 86 99

Fax : +33172703031

E-mail : cencordc@gmail.com

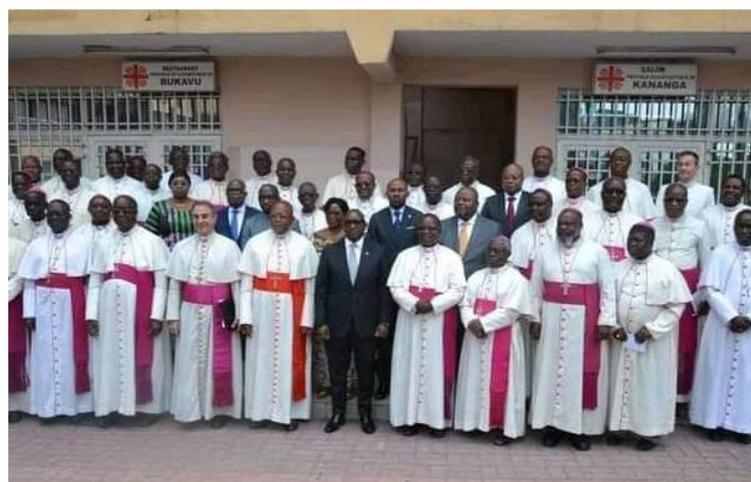
République Démocratique du Congo

ACCUEIL DE L'ANNONCE DE LA VISITE APOSTOLIQUE DU PAPE FRANCOIS EN RDC

1. La Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO), accueille avec grande joie l'annonce de la visite apostolique du Pape François en République Démocratique du Congo notre pays, où il visitera les Villes de Kinshasa et de Goma du 2 au 5 juillet 2022. Ce sera la troisième visite apostolique du Saint-Père chez nous, 37 ans après celles de 1980 et de 1985 par le Pape Jean-Paul II.
2. L'importance d'une telle visite est évidente dans la mesure où le Pape vient raffermir dans la foi les fidèles catholiques en RDC et raviver l'espérance du Peuple Congolais qui a besoin de la paix, de la sécurité et du bien-être.
3. Nous prions pour le Saint-Père et confions cette visite au Seigneur pour qu'elle se réalise comme annoncée et se passe dans les bonnes conditions.
4. Nous invoquons la Bienheureuse Vierge Marie, Notre Dame du Congo et nos bienheureux Isidore Bankaja et Clémentine Anuarite pour qu'ils intercèdent afin que cette visite apostolique soit une bénédiction pour notre Eglise et notre Peuple.

Kinshasa, le 03/03/2022

+ Marcel UTEMBI TAPA
Archevêque de Kisangani
Président de la CENCO



Soyez le Bienvenu - boyeyi malamù - Karibu - kuisa mboté - difika dilenge



Lignes Maritimes Congolaises ^{SA} Armement National

Retrouvez nous à :

- Kinshasa
- Matadi
- Boma
- Muanda
- Goma
- Bukavu
- Bunia
- Lubumbashi
- Kolwezi
- Kalemie



**“ Votre transporteur à la dimension des ambitions
de la République Démocratique du Congo ”**

Siège Social : Imm. LMC/AMICONGO, n° 13, av. Des Aviateurs (Place de la Poste),
Commune de la Gombe, Kinshasa - RDC / Contact : +243 81 56 82 447 - 82 38 00 000
www.lmc.cd